



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Remise du rapport de Bris Rocher

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Bercy

Mardi 26 octobre 2021

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bonjour à tous,

chère Olivia,

chère Bris ROCHER,

Je suis très heureux de vous retrouver ce matin pour la remise de ce rapport auquel j'accorde beaucoup d'importance.

J'y accorde beaucoup d'importance d'abord parce que je suis fier de la loi PACTE qui a introduit ces entreprises à mission. La raison d'être pour les entreprises est un des piliers de la législation de ce quinquennat et un des piliers économiques de ce quinquennat. Probablement l'un des textes législatifs qui définit le mieux l'ambition économique qui est la nôtre avec le président de la République depuis 2017, celle d'avoir une économie française plus juste et plus compétitive.

La remise de ce rapport, Olivia l'a souligné, vient s'assurer que les dispositions de la loi PACTE sont effectivement mises en vigueur. Je reprends ce qu'a dit Olivia, dans les défauts de gouvernance politique française qui sont multiples, pour ne pas dire infini, il y a la manie de voter des textes de loi par dizaines et de ne jamais s'assurer de leur bonne exécution. Ici, au ministère de l'Economie et des Finances, nous avons voté un texte fondamental pour les entreprises, la loi PACTE, pas 10, pas 15. Depuis, nous ne cessons sur tous les volets de la loi PACTE de nous assurer de sa bonne exécution.

La deuxième raison est plus personnelle, c'est pour saluer avant qu'elle ne parte pour un congé bref, mais mérité, le travail exceptionnel que fait Olivia Grégoire sur ces sujets depuis plusieurs semaines. Je vous propose de l'applaudir parce qu'elle le mérite.

Ce n'est pas une mission facile de s'occuper de ces sujets parce qu'ils ne sont pas dans le quotidien des Français. C'est un investissement de long terme, mais Olivia le fait avec beaucoup de ténacité, beaucoup d'efficacité, une très grande connaissance du milieu des entreprises. Avec des résultats qui sont là : 300 entreprises à mission et une raison d'être qui se développe aujourd'hui très largement dans les entreprises françaises.

Chère Olivia, je veux donc te dire un immense merci pour le travail que tu accomplis. Je regrette de ne pas être plus disponible au quotidien ou de manière hebdomadaire pour nous voir, pour échanger et pour appuyer tes travaux mais le quotidien d'un ministre de l'Economie et des Finances est malheureusement assez occupé.

Je veux également remercier Bris Rocher à la fois pour le travail qu'il fait avec son entreprise que tout le monde connaît et puis d'avoir consacré du temps malgré tout à ce rapport qui est percutant, clair, avec des propositions que je crois nous pouvons reprendre très largement.

Je ne voudrais pas être long, mais je voudrais profiter de cette rencontre et de la remise de ce rapport pour faire deux points précisément sur l'intention de cette loi PACTE, la manière dont nous voyons l'entreprise dans la société et puis peut-être pour en profiter également pour vous dire ce que nous attendons des entreprises au moment de la sortie de la crise.

Nous sortons de la crise, nous avons beaucoup protégé les entreprises pendant la crise la plus grave depuis 1929. Nous attendons aujourd'hui un certain nombre de choses des entreprises et je pense qu'il est bien que nous nous mettions d'accord ensemble sur ce que nous pouvons faire dans les mois qui viennent.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Je veux vous confirmer notre ambition de redéfinir le rôle de l'entreprise dans la société. La société ne changera pas uniquement par les responsables politiques. La société changera par les individus, elle changera par l'engagement des citoyens, elle changera par les associations qui font un travail exceptionnel au quotidien, de manière invisible, souterraine, efficace, dévouée au service de nos compatriotes. Elle changera par les entreprises.

Des millions de nos compatriotes passent leur vie, une grande partie de leur temps dans leurs entreprises. Ils arrivent le matin, ils y travaillent, ils repartent le soir chez eux. Légitimement, ils se disent « Mais à quoi est-ce que j'occupe ma journée ? Est-ce que c'est utile pour la société ? Cela me fait vivre, c'est très important. Cela me donne un emploi, cela me donne une opération, c'est vital pour moi. » Mais les Français veulent plus. Ils veulent du sens. Ils veulent s'assurer que leur entreprise joue un rôle utile pour la société, au moins dans deux directions auxquelles les Français sont profondément, légitimement attachés.

La première direction, c'est le respect de l'environnement. Est-ce que mon entreprise participe à la lutte contre le réchauffement climatique, oui ou non ? Je veux être très clair avec tous ceux qui nous écoutent au-delà de notre petite assemblée toute entreprise qui ne s'engage pas contre le réchauffement climatique n'a aucun avenir. Elle ne recrutera pas. Elle ne trouvera pas de jeunes qui voudront travailler en son sein. Elle aura du mal à recruter les meilleures compétences. Les meilleurs talents se détourneront d'elle.

Une entreprise doit s'engager pour le climat. C'est la grande bataille du XXI^{ème} siècle, nous le savons tous. C'est le grand combat économique et écologique, nous le savons tous. Toute entreprise doit regarder quelle est son empreinte carbone, quels sont ses engagements pour le climat, comment participe-t-elle à la lutte collective contre le réchauffement climatique.

Cette bataille-là, nous gagnerons collectivement ou nous la perdrons. Il n'y a pas une espèce de *Deus Ex Machina* qui aurait la solution au problème du climat. Ce serait trop simple. C'est l'accumulation de petites décisions dans la bonne direction. C'est un engagement résolu, collectif qui nous permettra de gagner la bataille contre le réchauffement climatique et les entreprises ont le rôle cardinal à jouer là-dedans. La raison d'être, les entreprises à mission s'inscrivent dans cette direction-là.

La deuxième chose, c'est la lutte contre les inégalités. C'est un combat que je mène depuis plusieurs années. Cela m'a valu d'être taxé de Che Guevara il y a quelques mois, ce qui ne manque pas de sel. Mais je vais vous dire, je crois profondément à la justice de ce combat contre les inégalités.

Un capitalisme qui verrait s'accroître les différences de salaires de manière exponentielle dans une même entreprise est voué à l'échec. Un capitalisme dans lequel quelques-uns gagnent tout et les autres perdent le reste est voué à l'échec. Un capitalisme dans lequel l'égalité ne serait pas garantie entre les femmes et les hommes est non seulement voué à l'échec, il est condamnable.

Le combat que nous livrons avec Olivia Grégoire, avec l'ensemble du ministère pour l'égalité femmes - hommes dans l'entreprise est un combat que je ne lâcherai jamais parce que je pense qu'il est essentiel à la société française. S'il y a bien une chose qui me révolte, c'est de voir qu'il y a encore des différences salariales à même niveau de compétences, à même niveau de responsabilité entre une femme et un homme uniquement parce qu'une femme est une femme et qu'un homme est un homme.

Dans le pays des droits de l'homme, dans le pays de 1789, personne ne peut accepter que l'égalité entre les femmes et les hommes ne soit pas garantie dans l'entreprise à tous les niveaux.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Nous avons des parlementaires qui se sont engagés pour ce sujet-là ; certains sont présents et je les salue. Nous avons une proposition de loi qui est portée par Madame Rixain sur ce sujet. Je préfère le dire, et tous mes interlocuteurs le savent je ne lâcherais pas ce combat parce que je le crois essentiel pour notre société et il fait partie de ces entreprises à mission, cette raison d'être des entreprises.

Ce sont donc, et je termine sur ce premier point, les entreprises qui vont porter les changements dans la société. Ce sont les entreprises qui vont nous permettre de réussir la lutte contre le réchauffement climatique. Ce sont les entreprises, concrètement, qui vont garantir qu'une femme et un homme soient traités de manière égale. Il ne faut pas lâcher ces combats-là.

Je pense que la France, dont certains s'amusent aujourd'hui parce que la présidentielle arrive, à la rabaisser plus bas que terre, comme si elle échouait sur tout, a un destin sur la scène internationale pour garantir cette place de l'entreprise, pour défendre ces idées-là. Nous sommes la nation qui peut défendre cette idée d'un capitalisme plus juste et plus responsable. Aucune autre nation ne le fera aussi bien la France. Aucune autre nation ne le portera aussi haut et fort que la France. C'est un bon combat, c'est un combat juste et c'est un combat qui rassemble.

La deuxième chose plus concrète, c'est qu'attendons-nous aujourd'hui des entreprises ? Nous avons eu en mars 2020 une crise qui a été la plus brutale de toutes celles que la France ait connues depuis 1929. Tout d'un coup, les lumières se sont éteintes, l'économie ne tournait plus.

Nous nous en sommes sortis parce que nous avons apporté les bonnes réponses, nous avons protégé les salariés, nous avons protégé les entreprises. Regardez cet exploit : nous avons un niveau de chômage, à l'heure où je parle, plus bas qu'avant la crise ; nous avons un nombre de faillites moins important qu'avant la crise ; nous avons un taux d'investissement plus élevé qu'avant la crise et nous avons un taux de marge des entreprises plus élevé qu'avant la crise.

Il n'y a qu'en France que tout le monde, en particulier parmi les candidats à la présidentielle, qui font assaut de démagogie, se plaignent de cette situation. Quand je suis à l'étranger, j'étais il y a quelques jours à Washington, je rencontre mes homologues ministres des Finances, je rencontre le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz, je vois le patron de la *Fed*, je discute avec un certain nombre de responsables économiques et financiers ; qu'est-ce qu'ils me disent tous ? « Bravo la France ! Vous vous en êtes remarquablement sorti ». Après, vous revenez en France, et là, on vous dit « Mais tout va mal. Le chômage explose ; la situation économique est désastreuse ; rien ne va », et vous repartez à l'étranger, et là, on vous dit « Bravo la France, vous vous en sortez très bien ».

Sortons de cette joie mauvaise qui consiste à rabaisser les performances des Français. Ce sont les Français qui ont réussi, ce sont les Français qui ont résisté à la crise. Ce sont les Français aujourd'hui, et notamment les entrepreneurs et les salariés qui redressent notre économie. Insulter la France, c'est insulter les Français. Dévaloriser les performances de la France, c'est dévaloriser les Français. Rabaisser les performances de notre économie, c'est rabaisser le travail des salariés français et le travail des entrepreneurs français. Je n'aurai donc cessé de dire que l'économie française réussit aujourd'hui grâce aux Français.

Maintenant que nous entrons dans cette sortie de crise, et que nous avons réussi à nous en sortir plus forts grâce au travail des Français, comment pouvons-nous continuer à avancer et à répondre aux préoccupations et aux inquiétudes de certains ? Je pense par exemple à la question du pouvoir d'achat qui occupe aujourd'hui le devant de la scène. Je propose un partenariat entre les États et les entreprises.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Plutôt que de vouloir systématiquement opposer les uns aux autres, les salariés aux patrons, les grands entrepreneurs aux petits patrons de PME, l'État aux Français et aux consommateurs, je crois, à l'inverse, que la bonne démarche, c'est celle qui vous inspire dans votre entreprise, cher Bris Rocher, c'est de rassembler les uns et les autres et de nous engager dans des partenariats.

Une meilleure solidarité entre les petites et les grandes entreprises, entre les salariés et les patrons, entre les différents salariés et entre l'État et des entreprises privées, nous devons bâtir, au moment de cette sortie de crise, un nouveau partenariat entre l'État et les entreprises.

Ce partenariat doit porter sur trois points très précis. Qu'attendons-nous des entreprises ? Et qu'est-ce que nous, État, nous sommes prêts à apporter pour soutenir les entreprises ?

Première chose, c'est l'emploi. Car la meilleure réponse aux problèmes de pouvoir d'achat, c'est l'emploi. Un emploi pour chacun, un emploi bien rémunéré, un emploi digne, c'est la meilleure réponse aux interrogations actuelles sur le pouvoir d'achat. Je propose donc dans ce partenariat nouveau entre les entreprises et l'État que les entreprises continuent d'embaucher, en particulier des jeunes et des apprentis et que de l'autre côté, l'État s'engage, comme il le fait, à maintenir des dispositifs de soutien à l'apprentissage et à investir toujours plus dans la formation et dans la qualification pour répondre au problème numéro un aujourd'hui la pénurie de main-d'œuvre.

Voilà le premier pilier de ce partenariat que je propose. Vous embauchez, nous, on vous garantit un soutien à l'apprentissage et un investissement dans la formation et dans la qualification pour que vous trouviez les emplois dont vous avez besoin et qu'on arrive à pourvoir ces emplois non pourvus aujourd'hui dans l'hôtellerie, dans la restauration, dans les bars, dans le transport, dans le bâtiment. Premier pilier de ce nouveau partenariat entre l'État et les entreprises.

Le deuxième, c'est la rémunération. Nos compatriotes, légitimement, veulent être correctement payés. Je pense que le débat est mal posé. On n'arrête pas de poser le débat sur le salaire minimum. Ce qui compte, ce n'est pas le salaire minimum, c'est important le salaire minimum, mais je rappelle que nous avons des salaires minimums les plus élevés de tous les pays développés.

Le vrai problème n'est pas le niveau de base des salaires. Le vrai problème, c'est la dynamique salariale. C'est comment est-ce qu'on peut dire à tous les Français « Vous ne serez pas une fois pour toutes définitivement au SMIC. Vous allez progresser dans votre rémunération et du coup, vous allez pouvoir avoir des projets. » Parce que quand vous avez une dynamique salariale, vous avez des projets.

Ce qui fait défaut en France aujourd'hui, le vrai problème, c'est la dynamique salariale, c'est la perspective d'augmentation, c'est la capacité à avoir des projets pour soi, à pouvoir se dire « Je veux investir dans l'éducation de mes enfants, dans un logement, dans une maison. » C'est cela qu'attendent les Français. Ils veulent de la dynamique salariale.

J'attends donc des entreprises qu'elles fassent les efforts nécessaires dans les secteurs qui ont du mal à recruter pour mieux rémunérer, en particulier les salariés les moins bien qualifiés, ceux qui ont besoin de cette rémunération. Dans l'hôtellerie, dans la restauration, où des efforts très substantiels sont en train d'être négociés, et je les en remercie. Il faut plus d'attractivité, de meilleures conditions de travail et une meilleure rémunération. Tout le monde le sait. C'est la seule réponse aujourd'hui que nous pouvons apporter aux difficultés de recrutement dans ces secteurs.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

J'attends aussi des entreprises qu'elles se saisissent, je reviens à la loi PACTE, beaucoup plus massivement des dispositifs d'intéressement et de participation. Je n'ai jamais été favorable à des dispositifs obligatoires. Je pense que l'obligation, c'est vraiment le tout dernier recours quand les autres solutions ont échoué.

Je rappelle que sur l'intéressement et sur la participation, nous avons supprimé la taxe à 20 %. Je rappelle que nous avons simplifié les accords. Je rappelle que nous avons prévu qu'une petite entreprise pouvait tester un dispositif d'intéressement pour une seule année en se disant « Je vais voir si cela marche, puis si cela ne marche pas, je renoncerai. ». A partir du moment où nous avons fait tous ces efforts de simplification massive et d'allègement des charges, même si aujourd'hui cela progresse, l'intéressement et la participation doivent progresser beaucoup plus vite dans notre pays parce que c'est la meilleure façon de motiver les salariés et de les associer aux résultats.

Sur ce deuxième pilier de ce nouveau partenariat entre les États et les entreprises, je demande aux entreprises dans les secteurs en tension de recrutement de faire les efforts salariaux nécessaires et de se saisir des dispositifs d'intéressement et de participation. Nous, de notre côté, qu'est-ce que nous faisons ?

D'abord, nous maintenons des compléments salariaux extrêmement importants. Le SMIC, c'est un peu plus de 1 250 euros net par mois, mais une personne qui est au niveau du SMIC grâce à tous les dispositifs qui ont été mis en place par le Gouvernement, va approcher les 1 500 euros nets.

Il y a les allègements de charges. Nous les maintenons. C'était un crédit d'impôt. C'est devenu un allègement de charges définitif grâce aux dispositifs qui ont été votés. Nous avons décidé, le président de la République l'a annoncé, la défiscalisation des pourboires. C'est aussi une aide très substantielle qui va être apportée.

L'engagement que je prends de mon côté, c'est que nous maintiendrons les dispositifs de compléments salariaux qui ont été votés tout au long de ce quinquennat et qui permettent à un salarié au niveau du SMIC de toucher en réalité quasiment 1 500 euros net par mois. C'est le deuxième pilier du pacte que je propose entre l'Etat et les entreprises.

La troisième chose que je demande aux entreprises, c'est qu'elles continuent d'investir et d'innover. Nous sommes dans une période de bouleversements technologiques accélérés, de numérisation de notre économie accélérée. Elles doivent continuer à investir et à innover massivement, rapidement, totalement. Les entreprises dans tous les secteurs qui ne s'engageront pas résolument dans la révolution numérique, n'ont pas d'avenir. Elles rencontreront des difficultés considérables.

De mon côté, l'engagement que je prends et que nous prenons avec Coralie Dubost, avec Olivia Grégoire, c'est de maintenir les conditions fiscales les plus attractives possibles.

Je vois beaucoup de candidats, là aussi à la présidentielle, qui engagent des dépenses publiques supplémentaires par dizaines et dizaines de milliards d'euros. Ils n'auront pas d'autre solution que d'augmenter les impôts. Nous, nous avons massivement baissé les impôts.

Je garantis aux entreprises une chose qu'elles demandent depuis des années, des années et des années et qu'aucune majorité ne leur avait jamais apportée : la stabilité fiscale. C'est cela qui est important pour les entreprises, de la stabilité fiscale.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Je me mets à la place de l'entrepreneur qui doit s'occuper de ses fournisseurs, trouver de la main d'œuvre, s'approvisionner, qui ne trouve pas de bois, pas d'aluminium, pas d'acier, qui n'a pas de semi-conducteurs pour ses voitures, qui se demande comment il va faire tourner son entreprise. Si en plus il doit tous les matins s'assurer que le ministre des Finances n'a pas une nouvelle idée sur la fiscalité, alors là, il ne s'en sort pas. Au contraire, je veux dire nous n'y touchons pas.

Le crédit impôt recherche, cela fonctionne, nous vous le gardons. Le taux d'impôt de ces sociétés à 25 % pour toutes les entreprises, nous vous l'avons promis, nous le faisons. Le prélèvement forfaitaire unique à 30 %, nous vous l'avons promis, nous le faisons et nous le maintenons.

Nous avons des rapports, ils évaluent légitimement les choix fiscaux faits par le Gouvernement mais la meilleure réponse, c'est la stabilité parce que c'est cela qui permettra aux entreprises d'investir, de se projeter et dans le pacte que je propose Etat-entreprises, si nous voulons que les entreprises investissent et innovent, il faut que l'État, de son côté, garantisse la stabilité fiscale.

Voilà le nouveau partenariat que je propose entre les États et les entreprises pour la sortie de crise, que les entreprises embauchent, rémunèrent mieux en particulier les salariés les plus modestes dans les secteurs en tension, qu'elles innovent et qu'elles investissent. De notre côté, nous allons continuer avec le président de la République, avec le Premier ministre Jean Castex, avec les ministres, avec les parlementaires, chère Coralie, à investir dans la formation à la qualification, à financer les compléments de rémunération nécessaires et à vous garantir la stabilité fiscale.

Je pense qu'avec cela la France, qui réussit déjà très bien du point de vue économique, réussira encore mieux dans les années à venir.

Merci à tous et merci encore à Bris Rocher pour la qualité de son travail.